

## **POUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT, BRISONS L'ISOLEMENT DU LEADER KURDE, ABDULLAH OCALAN**

La fin du processus de paix entre Abdullah Öcalan, le PKK et l'Etat turc en 2015, fut marquée par la mise en isolement total d'Abdullah Öcalan, déjà interdit de visite d'avocat depuis 2011 (et de sa famille depuis 2016). Le gouvernement d'Érdogan lança des arrestations en masse : 10 000 détenu-e-s politiques dont des élu-e-s HDP. Cette mise en isolement du représentant clé de la cause kurde s'est poursuivie par l'augmentation des opérations militaires dans les villes kurdes du Bakur, en Turquie, dans le Kurdistan autonome d'Irak et dans le Rojava au nord de la Syrie.

Depuis 2015, la Turquie viole les accords internationaux et les droits de l'Homme. Nous voulons aujourd'hui souligner l'importance de cette situation d'isolement total qui constitue une violation de la Convention des Nations Unies contre la torture que la Turquie avait ratifiée en 1988. Elle est par ailleurs contraire à la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH) ratifiée par la Turquie en 1954. Le Conseil de l'Europe, dont la Turquie est membre fondateur, est chargé de surveiller le respect de la CEDH par les États membres. Par ailleurs, le Comité pour la Prévention de la Torture (CPT), organe du Conseil de l'Europe a pour mission de protéger contre la torture et les mauvais traitements les personnes privées de liberté. A ce titre, le CPT examine les conditions de détention par des visites de prisons et autres lieux de détention. Cependant, malgré les nombreuses demandes de la famille et des avocats d'Öcalan, ni l'Union européenne (UE), ni le Conseil de l'Europe, ni le CPT n'ont pris des mesures sérieuses pour contraindre la Turquie à mettre fin à l'isolement. De plus, la Cours européenne des droits de l'Homme a rejeté les requêtes des avocats d'Öcalan.

Le 7 novembre 2018, la députée kurde Leyla Güven a entamé dans la prison de Diyarbakir où elle est détenue depuis janvier 2018, une grève de la faim pour demander la levée du régime d'isolement imposé à Öcalan. Dans la déclaration faite à cette occasion, elle dit : « Nous avons plus que jamais besoin d'Öcalan. Le message qu'il transmettra est très important. Il faut qu'il rencontre ses avocats et sa famille ! Je revendique la fin de son isolement. »

L'action de Leyla Güven a suscité un grand mouvement de solidarité qui a commencé le 27 novembre dans les prisons de Turquie avant de s'étendre à l'extérieur. Face à l'aggravation de la situation de Leyla Güven, et pour briser le silence, le 16 décembre, un groupe de 30 prisonniers politiques en Turquie et le 17 décembre, un groupe de 15 militants kurdes à Strasbourg ont débuté une grève de la faim illimitée. Nous venons d'apprendre qu'un autre groupe de 6 prisonnières politiques sont également en grève de la faim depuis 52 jours, à Elazig en Turquie.

En tant que Collectif de soutien aux grévistes, nous refusons de rester silencieux face à l'isolement total et à la torture imposés au leader kurde, Abdullah Öcalan et nous soutenons les revendications suivantes :

- fin de l'isolement total d'Abdullah Öcalan
- visite du CPT à Abdullah Öcalan et à Leyla Güven
- libération des prisonniers politiques en Turquie
- fin des attaques de la Turquie au Rojava qui relanceraient le terrorisme de Daech

### **Les signataires :**

Zin pour les femmes ; centre démocratique du peuple Kurde à Strasbourg ; le comité de Strasbourg du MRAP ; les Amis du peuple Kurde en Alsace ; PCF fédération du Bas-Rhin ;

Comité du Bas-Rhin du Mouvement de la Paix ; Justice & Libertés ; NPA 67 ; ACAP ;  
Partizan